

# Charte des achats responsables Caf de Paris



# OMMAIRE

**1**

**Pourquoi une Charte des achats responsables ?**

**2**

**Les engagements de la CAF de Paris en matière de RSE**

**3**

**Les engagements de la CAF de Paris envers ses fournisseurs**

**4**

**Les engagements fournisseurs requis par la CAF de Paris**



# **POURQUOI UNE CHARTRE DES ACHATS RESPONSABLES ?**

Dans le cadre du plan de solidarité et de performance, la Caf de Paris souhaite renforcer les principes de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) et du développement durable dans l'ensemble de ses métiers et les promouvoir dans ses relations avec ses partenaires.

La présente charte des achats responsables a vocation à répondre aux ambitions en exigeant son respect par les co-contractants ; la Caf de Paris s'engageant pour construire avec ses fournisseurs et partenaires une relation constructive.

Acheter et travailler de façon respectueuse, durable, sereine et équitable, un défi à appliquer au quotidien.

En travaillant avec la Caf de Paris, le contractant a l'obligation d'appliquer les principes de la charte.



## LES ENGAGEMENTS DE LA CAF EN MATIERE DE RSE

Par son attachement à respecter les lois en vigueur, le Code du Travail, les accords de branche et les accords locaux, la Caf s'engage sur les valeurs suivantes : particulièrement en accord avec :

### - Droits de l'Homme

La Caf promeut et respecte la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans leur sphère d'influence.

Elle veille à ne pas se rendre complice de violations des Droits de l'Homme.

### - Normes de travail

- le respect de la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective ;
- l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire ;
- l'abolition effective du travail des enfants ;
- l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

### - Environnement

- à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement ;
- à entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ;
- à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

### - Lutte contre la corruption

La Caf agit contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les avantages en nature.

### - Travail forcé

Le travail forcé n'est pas autorisé, sous quelque forme que ce soit. Cela inclut le travail forcé lors d'incarcération, le travail non rémunéré pour le compte d'un créancier, etc.

## **- Travail des enfants**

Le travail des enfants n'est pas autorisé.

A moins qu'une limite d'âge supérieure ne soit prévue par les dispositions légales au niveau national, il n'est pas permis d'embaucher des enfants de moins de 15 ans ni des enfants dont l'âge est inférieur à celui de la scolarité obligatoire.

Les enfants de moins de 18 ans qui travaillent ne doivent pas exécuter des travaux dangereux ; le travail de nuit peut en outre être restreint à leur égard, en tenant compte des impératifs d'éducation.

## **- Harcèlement**

Les employés ne doivent pas être soumis à des sanctions physiques ni à des harcèlements ou abus de nature physique, sexuelle, psychologique ou verbale.

## **- Rémunération**

Les salaires, y compris les heures supplémentaires et les avantages, ne doivent pas être inférieurs au niveau requis par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

## **- Heures de travail**

A moins que les dispositions nationales imposent un nombre d'heures de travail inférieur, les employés ne doivent pas travailler, en général, plus de 48 heures par semaine (semaine de travail standard) ou plus de 60 heures par semaine (semaine de travail maximum, y compris les heures supplémentaires) ; il peut être fait exception à cette règle lorsque des circonstances exceptionnelles le requièrent. Les employés doivent bénéficier d'au moins un jour de repos par période de sept jours, à moins que des circonstances exceptionnelles ne le requièrent. La CAF est soumise au code du travail, aux accords de branche et aux accords locaux

## **- Non-discrimination**

Pour toutes les décisions concernant leur activité professionnelle, les employés doivent être uniquement traités selon leurs compétences et qualifications ; cela vaut notamment pour les décisions qui se rapportent à leur embauche, à leur promotion, à leur rémunération, à leurs primes et avantages, à leur formation, à leur licenciement et à la résiliation de leur contrat de travail (liste non limitative).

## **- Santé et sécurité**

Les employeurs doivent fournir un environnement de travail sûr et sain afin d'éviter les accidents et les blessures. Lorsque cela est applicable, ils doivent également fournir des établissements résidentiels sains et sûrs. Dans tous les cas, les dispositions légales en vigueur au niveau local doivent être considérées comme le minimum à respecter.

### **- Liberté d'association et négociations collectives**

La Caf reconnaît et respecte le droit légal de l'employé à la liberté d'association et aux négociations collectives.

### **- Environnement**

La Caf se conforme aux dispositions et normes relatives à l'environnement qui sont applicables à son activité et observe les pratiques d'éthique environnementale dans tous les endroits où elles opèrent.

Ainsi, la Caf de Paris dispose d'un bilan carbone pour mesurer l'impact de ses activités sur le climat.

Par ailleurs, la Caf s'engage dans le recyclage de ses déchets et la revalorisation de ses mobiliers et équipements.

### **- Laïcité**

Une Charte de la laïcité de la Branche famille avec ses partenaires a été élaborée et adoptée en septembre 2015, texte de référence qui sera utilisé dans l'ensemble des relations partenariales, que les structures, équipements et services financés doivent appliquer et respecter.



# LES ENGAGEMENTS DE LA CAF ENVERS SES FOURNISSEURS

Nos fournisseurs jouent un rôle clé dans le fonctionnement de l'organisme. Il est important de rappeler les engagements que nous prenons, à travers nos achats, envers eux :

## **Indépendance**

Nous refusons toute gratification ou cadeau d'une valeur autre que symbolique (objet publicitaire par exemple) de la part de nos fournisseurs et prestataires. S'ils ont déjà été perçus, ces cadeaux et gratifications doivent être restitués à leur auteur.

Dans ce cadre, nous ne sommes pas autorisés à donner notre adresse personnelle à un fournisseur.

## **Confidentialité**

Nous garantissons la confidentialité des données non publiques relatives à nos fournisseurs, communiquées lors de la relation partenariale. Nous ne pouvons utiliser ou révéler à toute autre personne des informations qualifiées de sensibles et/ou confidentielles.

Dans le cadre des échanges avec les fournisseurs, ce type d'information relative notamment aux accords commerciaux, données techniques et financières n'est jamais divulguée à des tiers.

## **Conflit d'intérêts**

Nous nous assurons que les activités et intérêts personnels, directs ou indirects, des agents n'entrent pas en conflit avec ceux de la Caf. Chaque décision est prise de façon objective, dans le meilleur intérêt pour l'organisme.

Il y a conflit d'intérêts lorsqu'un salarié ou un proche (parent, ami...) est susceptible de tirer personnellement profit d'une transaction entre la Caf et ses fournisseurs.

De même, nous ne devons pas retenir ou faire retenir pour une telle transaction un fournisseur dans laquelle le salarié, un administrateur ou un proche possède un intérêt financier connu. A cette occasion les administrateurs ont signé une charte de non collusion.

Nous devons faire preuve de discernement afin d'éviter toute situation pouvant présenter un conflit d'intérêts ou être perçue comme telle.

## **Concurrence, équité et transparence**

Pour réaliser ses achats, la Caf est soumise au Code de la commande publique publics qui garantit la concurrence entre les fournisseurs.

Nous traitons nos fournisseurs avec honnêteté et respect, et nous donnons les mêmes chances à tous, dans les dossiers de consultation des entreprises.

Nous sélectionnons nos fournisseurs de manière impartiale en fonction de critères prédéfinis et transparents. Si une décision d'achat est contraire à l'application de ces méthodes, nous avisons notre supérieur hiérarchique.

Dans le cas où un fournisseur fait une erreur manifeste dans ses cotations ou transactions, préjudiciable à la pérennité des échanges commerciaux futurs, nous le lui signalons par écrit même si cela est défavorable aux intérêts à court terme de la CAF. Cette relation est fondée sur le principe de transparence et d'intégrité.

## **Réduction des risques de dépendance réciproque**

Nous cherchons à éviter toute dépendance économique qui pourrait mettre la Caf et l'opérateur économique dans une situation critique.

Nous lançons également des marchés réservés pour favoriser l'accès à la commande publique aux ESAT.

## **Environnemental**

Par le biais des achats et des marchés conclus, la Caf de Paris est sensible à l'impact sur l'environnement avec :

- l'utilisation de produits verts ;
- le conditionnement des marchandises ;
- le mode de transport utilisé pour les livraisons ;
- le recyclage des produits.

La Caf insère des clauses sociales et environnementales et demande à ses fournisseurs de présenter leurs actions de Responsabilité Sociétale des Entreprises et de les valoriser dans leur mémoire technique.

## **Professionnalisation de la fonction achats**

La Caf de Paris s'est engagée dans la professionnalisation des achats en recrutant un acheteur pour prospecter, analyser les achats et trouver le meilleur produit coût / qualité.

Elle s'engage à former ses salariés en charge des achats ou amenés à intervenir dans l'acte d'achats notamment par des sessions de formation à la commande publique et à l'analyse des offres.



Toutes les personnes susceptibles d'effectuer un acte d'achat intègrent systématiquement la dimension RSE dans l'acte d'achat. Elles sont aussi les interlocutrices privilégiées pour les fournisseurs.

### **Délai de paiement**

La Caf de Paris s'attache à régler dans les 30 jours maximum ou en deçà pour ne pas mettre en péril la trésorerie de ses partenaires.



## LES ENGAGEMENTS FOURNISSEURS REQUIS PAR LA CAF

La CAF exige de ses fournisseurs le respect du Code du Travail, de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et de toutes lois en vigueur.

Le fournisseur doit également faire respecter ces engagements à ses sous-traitants.

La CAF sera vigilante sur les points suivants dans sa relation avec les fournisseurs et veillera à ces exigences.

### EXIGENCES SOCIALES

Le fournisseur s'engage à respecter les lois et réglementations en vigueur en France, en Europe et dans tous les pays où il exerce une activité avec ses fournisseurs et en particulier les Droits de l'Homme et conditions de travail :

#### **- Recours au travail forcé ou obligatoire**

Le fournisseur s'engage à n'avoir en aucun cas recours au travail forcé ou obligatoire ainsi tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de son plein gré.

La rétention, comme condition d'emploi, des papiers d'identité, passeports, certificats de formation, permis de travail ou tout autre document d'identification est interdite, de même que l'obligation pour les travailleurs de fournir des dépôts ou garanties financières.

#### **- Travail des enfants**

Le fournisseur s'engage à ne pas faire travailler des personnes n'ayant pas l'âge minimum requis pour travailler comme défini dans le Code du Travail. L'âge minimum absolu d'admission à l'emploi ne sera pas inférieur à l'âge de fin de scolarité obligatoire, soit 15 ans. Dans tous les cas, il est interdit de confier des travaux dangereux à des jeunes de moins de 18 ans.

Pour les cas où la présence d'enfants serait néanmoins observée dans les usines, il appartiendrait aux fournisseurs d'assumer toute leur responsabilité envers eux et de leur garantir, entre autres, un accès aux soins et à l'école, tout en tenant compte de l'incidence économique de ce type de décision sur le niveau de ressources de leur famille. Si le retrait des enfants des usines est la solution retenue, la CAF recommande que le remplacement de ces enfants soit opéré en priorité en faveur d'adultes membres de la même famille.

### **- Heures travaillées**

La durée du travail acceptable par la CAF sera déterminée par les réglementations des pays dans lesquels exercent les fournisseurs. Tout travailleur dispose d'au moins un jour de repos hebdomadaire, sauf circonstances exceptionnelles.

### **- Rémunération**

Tout travailleur devra être rémunéré au moins au salaire minimum légal de référence, national et bénéficier des avantages légaux. Cette rémunération doit satisfaire ses besoins fondamentaux et ceux des membres de sa famille qui dépendent directement de lui. Le fournisseur s'engage à n'effectuer aucune déduction sur la rémunération pour motif disciplinaire ou pour toute autre raison non prévue par la réglementation en vigueur et sans l'accord formel du travailleur.

### **- Santé et sécurité**

Le fournisseur s'engage à mettre en œuvre une politique de santé et de sécurité qui vise à garantir à chaque salarié un milieu de travail sûr et sain et à maintenir un environnement dans lequel la dignité des personnes est respectée.

Sont notamment exigés :

- les lieux de travail ne doivent pas présenter de risque pour la santé et la sécurité des travailleurs ;
- dans le cas d'une éventuelle dangerosité du matériel ou des produits utilisés, les travailleurs doivent être informés et formés à la prévention des risques, du fait de leur utilisation ;
- le fournisseur doit fournir à ses travailleurs des vêtements et un équipement de protection appropriés ;
- tout recours à des sanctions corporelles, abus verbaux et physiques ou menace d'abus physique, ainsi que toute forme de harcèlements, moral ou sexuel, est prohibé ;
- les issues de secours doivent être signalées et facilement accessibles et utilisables, les systèmes d'alarme et les extincteurs doivent être en état de marche et adaptés aux risques ;
- en cas de besoin, l'accès aux soins doit être garanti pour les travailleurs.

Nous encourageons nos fournisseurs à mettre en place une démarche santé sécurité structurée.

### **- Discrimination**

Le fournisseur ne doit faire aucune distinction entre les personnes en fonction de leur origine sociale ou ethnique, sexe, âge, situation de famille, orientation sexuelle, caractéristiques génétiques, nationalité, patronyme, opinions politiques, activités syndicales, convictions religieuses, apparence physique, santé, handicap ou état de grossesse.

Conformément aux Conventions fondamentales 100 et 111 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), il s'engage à assurer à ses salariés l'égalité de traitement et l'égalité des chances et il s'interdira toute discrimination en matière d'embauche, de rémunération, d'accès à la formation, de promotion ou d'appartenance à un syndicat.

### **- Liberté syndicale et droit de négociation collective**

Le fournisseur s'engage à respecter la liberté d'association et le droit d'organisation et de négociation collective comme défini dans les Conventions fondamentales 87 et 98 de l'OIT : « La liberté d'association signifie que les travailleurs et les employeurs peuvent constituer des organisations de leur choix, adhérer à de telles organisations et les gérer sans ingérence de l'Etat ou de qui que ce soit ». Tous les travailleurs doivent bénéficier d'une protection adéquate contre tout acte de discrimination tendant à porter atteinte à la liberté syndicale en matière d'emploi.

### **EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES**

Le fournisseur s'engage à veiller à ce que ses activités ne nuisent pas à l'environnement. Il doit se conformer à toutes les lois et réglementations en vigueur en France, et en particulier les points suivants :

#### Prévention des risques

Le fournisseur doit appliquer le principe de précaution dans l'approche des problèmes environnementaux et assurer la maîtrise de ces risques potentiels par le respect le plus strict des meilleures pratiques.

#### Impact sur l'environnement

Le fournisseur s'engage à développer un système de mesures permettant de valoriser des démarches de réduction en termes de :

- utilisation de ressources non renouvelables (pétrole, gaz naturel, métaux...) ;
- consommation d'énergie et d'eau ;
- émissions de gaz à effet de serre ;
- pollution des milieux (eau, sol, air) ;
- production de déchets.

#### Rejets

Les rejets dans l'air, l'eau, ou le sol de matières, émissions ou substances pouvant constituer un danger pour l'environnement sont identifiés, surveillés, contrôlés et traités dans le respect des réglementations avant d'être rejetés.

Le fournisseur s'engage à respecter les interdictions / restrictions de substances et matériaux exigées par les différentes réglementations. Les processus en place chez le fournisseur doivent lui permettre d'assurer une veille réglementaire dans le domaine, d'assurer que ses produits ne contiennent pas de matière à utilisation restreinte ou interdite ainsi que d'informer sans délai la Caf en cas de changements imposés ou volontaires concernant la composition ou la fabrication des produits livrés.

Les produits chimiques et autres matières dont la libération dans l'environnement constitue un danger sont identifiés, étiquetés et gérés afin de garantir que leur manipulation, utilisation, transport, stockage, recyclage ou réutilisation ainsi que leur élimination se déroulent en toute sécurité et dans le respect des réglementations. Les travailleurs amenés à manipuler ces produits et autres matières sont formés, équipés, et des procédures d'urgence sont prévues en cas d'accident présentant un risque pour l'environnement.

### **EXIGENCES DU RESPECT DES ENGAGEMENTS PAR LES FOURNISSEURS EN MATIERE DE RSE**

Le fournisseur s'engage à proposer les produits qui répondent aux besoins de la Caf en tenant compte de la politique RSE de l'organisme et des actions visant à la protection de l'environnement.

Il respecte les exigences du cahier des charges auquel il a répondu ainsi qu'à celles exposées au sein de son offre.

Le fournisseur propose autant que possible des documents sous forme dématérialisée.

Il est un acteur des politiques RSE et du développement durable en étant force de propositions auprès de l'organisme.